

# LE PROPAGATEUR

Volume VIII.

15 Mars 1897,

Numéro 2.

## BULLETIN

14 mars 1897.

\* \* Canada.—Les élections provinciales de la province de Québec sont fixées au 11 mai prochain. Comme nous le disions dans notre dernier Bulletin, la période électorale est virtuellement commencée depuis plus d'un mois. Le travail des reviseurs est en pleine activité et donne lieu à de vives discussions.

—La cour de Rome enverra-t-elle un ahlégat au Canada, ou non ? Ce serait oiseux d'agiter la question qui, par elle-même, n'a pas grande importance. Il est certain que, par déférence pour la démarche faite par M. Laurier, il n'y eut rien de surprenant à ce que le St Père désigne un évêque pour remplir cette mission temporaire. Même il pourrait y avoir certains avantages à ce qu'il en fut ainsi, ne serait-ce que pour éviter des soupçons injustes contre le Souverain Pontife.

—Mgr Bégin est parti récemment pour Rome et ce second voyage, subitement résolu, a donné lieu à mille suppositions que l'avenir réduira à leurs justes proportions.

—On n'a pas encore de nouvelles relativement à la succession de Mgr Fabre de regrettée mémoire.

\* \* \*

\* \* La Grèce et la Turquie.—C'est sur ces deux pays, et surtout sur la Crète, qu'est fixée l'attention de l'Europe en ce moment. Rien de plus naturel. La paix ou la guerre peuvent sortir des événements qui s'agitent autour de cette île. Il est vraiment pénible de penser, que d'une fausse manœuvre dépend le triomphe des idées pacifiques de l'Europe et qu'elle peut être entraînée, malgré elle, dans une guerre terrible dont nul n'est à même de fixer la durée et les conséquences.

La situation est celle-ci. La Grèce, au nom de sa communauté d'origine, de croyance religieuse et de langage, s'est portée au secours de la Crète opprimée et dont la population chrétienne était massacrée par les Turcs. Comme cette démarche que nulle puissance européenne n'ose au fond blâmer, menaçait l'existence de l'empire Turc, le Concert européen a décidé de mettre la main sur la Crète, et d'empêcher turcs et grecs d'en venir aux mains. De plus, ils ont enjoint aux Grecs de se retirer de l'île. La Grèce refuse de le faire.

Comme les puissances ne voudraient dans aucun cas employer la violence, et tirer sur les Grecs, on a laissé à la diplomatie le soin d'arriver à une entente. Jusqu'ici elle n'y est pas arrivée. Mais aux dernières nouvelles, on avait quelque espérance de réussir.

L'opinion publique s'est manifestée très nettement en France et en Angleterre avec le caractère particulier à chaque peuple : en